



Fabien ROUSSEL
Secrétaire national

ESS France
Monsieur Jérôme SADDIER – Président
34bis, rue Vignon
75009 PARIS

Paris, le 14 juin 2021

Monsieur le Président,

Votre courrier m'invitant à répondre à vos questions à partir de votre projet de République de l'ESS a retenu toute mon attention.

Avant de développer mes réponses, je voudrais évoquer quelques figures qui me paraissent illustrer notre position.

Alors que nous commémorons la Commune de Paris, je pense à la figure d'Eugène Varlin qu'un de nos amis a évoqué lors d'une récente tribune dans l'Humanité. Avant d'être dirigeant puis martyr de la Commune, Varlin était militant mutualiste et coopérateur comme beaucoup de ses camarades.

Alors que nous venons de célébrer le centième anniversaire du Congrès socialiste de Tours qui vit la création de notre Parti, je crois me rappeler que Charles Gide, dans ces congrès du début du siècle, proposait déjà un programme de République coopérative.

Bien évidemment la troisième figure, la plus importante à mes yeux, est celle de Jean Jaurès, ce grand dirigeant dont l'approche marxiste était dépouillée de toute dimension doctrinaire. Elle est une source d'inspiration, j'aurai l'occasion de le montrer à travers les propositions que je défendrai dans la campagne de la prochaine présidentielle.

Ce grand défenseur des coopératives prônait, après Marx lui-même, une « évolution révolutionnaire » d'une totale actualité pour appréhender les changements radicaux que demande notre société face aux prédatations capitalistes.

Mais je pourrais évoquer aussi Ambroise Croizat, celui qui porta le projet de la Sociale, cette « Sécu » à gestion ouvrière et à vocation universelle. Il savait reconnaître la place de la Mutualité au sein de notre système de santé. Et que dire de notre camarade Louis Calisti, qui fonda les Mutuelles de travailleurs ?

Vous le voyez, nombreux sont parmi nos figures tutélaires comme parmi nos militants, celles et ceux qui ont compté dans le développement d'une ESS héritière, comme nous le sommes, des meilleures traditions du mouvement ouvrier.

Deux dernières remarques avant de répondre à vos questions. Y-a-t-il une autre force politique dont les militants se soient engagé dans un travail tel que le « Manifeste pour une conception communiste de l'ESS » ? Y-a-t-il un autre journal que l'Humanité qui suive en continu les problématiques de l'ESS, porte et anime les débats de ses acteurs ? Mais l'Huma n'est elle pas le journal de...Jaurès ?

Questions 1 & 2

Quelle est la vision du monde que l'ESS exprime ?

Quel héritage et projet républicain, l'ESS porte-t-elle ?

Historiquement, si l'on met de côté les œuvres philanthropiques, les formes de l'ESS sont nées de la volonté de femmes et d'hommes de s'engager pour porter ensemble les réponses à leurs besoins, pour assurer le développement de projets communs. Ses pionniers, quand ils ont voulu se donner des règles, se sont référés à l'égalité, à la solidarité, à la démocratie.

Lorsque nous regardons le monde d'aujourd'hui, avec l'aggravation des prédatons du capitalisme globalisé et financiarisé, le développement des inégalités et de la pauvreté, le démantèlement des structures et des règles qui avaient été imposées à l'Etat par les luttes sociales et démocratiques, nous voyons émerger, aux côtés des formes historiques de l'ESS, de nouveaux engagements, de nouvelles initiatives qui procèdent des mêmes ressorts que ceux mis en œuvre par ses pionniers.

La période récente a aggravé des situations de crise pour la plupart préexistantes, mais elle a aussi révélé des aspirations à de profonds changements démocratiques, sociaux et environnementaux.

Nous regardons ces nouvelles dynamiques avec espoir.

Si nous ne voulons nullement nous y réduire, nous assumons la tradition qui fut la nôtre, que d'aucuns ont voulu croire étroitement étatiste et centralisée ; elle a, le plus souvent, permis de grandes avancées dans la conquête de droits pour toutes et tous, de l'égalité réelle, de la redistribution des richesses, de services publics tirant leur force du principe de péréquation nationale de leurs moyens.

Dans le même temps, dans les municipalités, dans les départements dont des communistes se sont vu confier la gestion par les citoyens, ils ont eu pour constante préoccupation d'aider au développement des associations et d'innombrables initiatives citoyennes. Ces engagements, là où ne sommes plus présents, tous les observateurs sont amenés à en déplorer la disparition.

De nombreux militants communistes, dans les syndicats, les structures sociales, ont été à l'origine d'initiatives relevant de l'Économie sociale et solidaire. Ainsi, leur influence a-t-elle souvent été déterminante dans le développement des activités sociales et culturelles des CE, ceux-ci devenant des acteurs de la restauration et du tourisme social mais surtout, aux côtés des élus municipaux de notre parti, de l'éducation populaire et du développement de la décentralisation culturelle. De plus, les communistes coopérateurs, mutualistes ou militants associatifs sont toujours nombreux.

Cent ans après sa création, notre parti assume résolument l'héritage de Jean Jaurès, celui de « l'évolution révolutionnaire », que le philosophe communiste Lucien Sève revendique dans son ouvrage « Capitalexit ou catastrophe ». Et Jean Jaurès, en son temps, ne fut-il pas un défenseur constant des différentes formes de l'économie sociale ?

Aujourd'hui, dans un contexte particulièrement difficile, où les penseurs néo-libéraux comme Hayek, Friedmann et ceux qui les suivent expriment leur dédain pour la démocratie et favorisent un développement oligarchique du monde, comment n'aurions-nous pas une appréciation positive pour l'ESS en ce qu'elle se revendique d'une économie fondée sur l'engagement, la démocratie et la solidarité, une économie qui tourne résolument le dos à la financiarisation ?

Cependant, j'y reviendrai, nous exprimons nos critiques pour ceux de ses acteurs qui confondent l'ESS, que nous voulons défendre, avec des pratiques banalisées qui troublent l'adhésion d'un grand nombre de personnes.

Notre propre engagement s'est largement exprimé à travers l'intervention de nos parlementaires, en particulier André Chassaigne, lors des débats sur la loi du 31 juillet 2014, pour soutenir les aspects les plus novateurs de l'ESS et garantir l'existence du CNCRESS.

Je reviendrai également sur les interventions populaires que nous pensons indispensables au quotidien. L'économie d'un pays, une société harmonieuse, ne se résument pas à l'addition d'initiatives aussi vertueuses soient-elles. Nous savons, à travers notamment la gestion de nos collectivités locales, que celles-ci peuvent entrer en contradiction. Il est donc nécessaire, dans un projet républicain, de définir des règles communes et une vie démocratique qui ne se résument pas, comme aujourd'hui, aux rendez-vous électoraux tels que nous les connaissons.

Nous partageons ainsi beaucoup de la vision du monde que vous pouvez avoir ; votre héritage, votre projet républicain entrent en résonance avec les nôtres ; nous serons attentifs à la poursuite de votre initiative et y participerons chaque fois que vous voudrez bien nous y associer.

Question 3

Comment transformer nos modes de production, de consommation ?

Notre parti a toujours été engagé pour une transformation radicale de l'économie, une révolution du travail, une société plus juste et démocratique. Il intègre étroitement l'indispensable transition écologique à ses propositions de transformation de la société. Il fut un temps où il était moqué pour son attachement à la préservation des outils d'une production locale. Tout le monde semble pourtant, désormais, s'accorder sur ce point...

C'est dans ce cadre que, riche qu'il est de ses liens avec de très nombreuses forces de progrès et de transformation dans le monde, le Parti communiste français fait de la recherche de coopérations internationales fondées sur la solidarité entre les peuples un axe majeur de sa politique.

Mais intégrer l'ensemble de ces dimensions ne va pas sans difficultés, sans tensions.

Nous sommes partisans de services publics forts, d'entreprises et de pôles publics disposant d'une réelle puissance d'intervention. Ce qui va de pair avec l'intérêt que nous portons aux propositions à travers lesquelles citoyennes et citoyens cherchent à s'approprier la maîtrise de leurs besoins fondamentaux.

La crise sanitaire a montré le rôle irremplaçable de l'Hôpital public, mis en cause par les politiques de démantèlement privilégiant un secteur privé lucratif, le plus souvent lié à des groupes financiers. Nous sommes, dans le même temps, solidaires du travail important de structures comme les centres de santé municipaux et mutualistes en vue de l'accès du plus grand nombre de nos compatriotes les plus fragiles aux soins de proximité.

Nous sommes engagés avec les travailleurs d'EDF contre le projet Hercule de démembrement de leur entreprise. Si nous sommes favorables à un mix-énergétique, et si nous militons activement en faveur de la recherche et du développement des énergies nouvelles, nous ne partageons pas les condamnations doctrinaires du nucléaire de la part de certains : les travaux du GIEC nous inspirent pour que la priorité soit donnée aux énergies décarbonées.

Nous sommes, comme tous les usagers, révoltés par la démolition et la privatisation du service public national que représente la SNCF, et, dans les institutions où ils siègent, les élus communistes se battent pour la qualité des transports régionaux comme pour la garantie de l'accès de tous et toutes aux transports publics, avec pour objectif la gratuité.

Nous savons en outre que, dans certains de ces domaines, sur les décombres laissés par les politiques néolibérales, émergent des formes d'ESS alternatives. A partir des positions de principe qui sont les nôtres, nous entendons évidemment approfondir notre réflexion à ce sujet.

La Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), forme la plus souvent choisie pour ces initiatives, représente un modèle intéressant de mobilisation autour d'un projet commun de l'ensemble des parties prenantes. De nombreux maires communistes se sont engagés dans leur développement:

De la même manière, nous soutenons la reprise coopérative des entreprises par leurs salariés. Trop nombreuses sont, en effet, les entreprises qui sont délocalisées ou fermées, les services productifs qui sont abandonnés, au nom des impératifs de rentabilité financière qui aboutissent au déchirement du tissu industriel de la nation. L'engagement de Jaurès auprès de la Verrerie ouvrière d'Albi est toujours porteur de leçons à nos yeux.

Nous militons en faveur d'une agriculture paysanne, du développement des circuits courts, des modes populaires de distribution, et nous participons bien évidemment aux combats contre les multinationales de l'agro-alimentaire et contre les marchands de mort que sont les fournisseurs de pesticides et autres produits qui favorisent une agriculture productiviste dévastatrices pour les sols.

Nous aspirons à d'autres formes d'échanges et de distribution et, bien sûr, à l'arrêt des dérives d'un pilotage de l'économie par l'offre, avec ses dérives hyper-consommatrices. Nous sommes favorables à une économie des besoins assurant à toutes et à tous une vie décente, dans le cadre d'un modèle de développement socialement juste et écologiquement soutenable.

Dans tous ces engagements, nous rencontrons à nos côtés des acteurs, des entreprises de l'ESS, mais il nous arrive trop souvent, hélas, d'en croiser qui, de fait, favorisent des modes de production et de consommation que nous combattons.

Nous savons ce que nous partageons, historiquement et sur le plan des valeurs, avec l'ESS. Nous n'ignorons évidemment pas que, dans les instances de l'ESS, souffle un vent de renouveau. Nous le ressentons dans ce projet de République de l'ESS, en lequel nous nous reconnaissons volontiers.

Nous ne saurions, pour autant, escamoter des débats essentiels.

Dans l'opinion, l'ESS souffre souvent des pratiques que d'aucuns mettent en œuvre et qui s'assimilent à celles des grandes entreprises capitalistes.

De grandes banques coopératives, de grandes enseignes coopératives de la grande distribution, certaines des mutuelles d'assurance semblent s'être alignées sur leurs concurrents ordinaires, pas pires mais pas mieux.

Par ailleurs, lorsque votre questionnaire aborde la transformation des modes de production, nous ne pouvons que regretter que les entreprises de l'ESS ne soient pas parvenues, au cours de leur histoire, à promouvoir, dans leur champ d'action, d'autres approches de la production, d'autres relations au travail en leur sein.

Si nous soutenons l'essor des coopératives de production, et si nous apprécions à leur juste valeur les initiatives coopératives de travail qui répondent aux situations de dé-salarisation, dans l'économie des plateformes notamment, c'est qu'ils répondent à l'aspiration de nombreux jeunes à un « entreprendre autrement », ce que l'ESS revendique être. Il ne faut pas les décevoir.

Nous sommes, à cet égard, inquiets quand nous voyons la principale organisation des employeurs de l'ESS s'être par deux fois alignée sur le Medef, lors de l'adoption de la loi El Khomri, puis à l'occasion des ordonnances Pénicaud-Macron, contre une majorité des organisations syndicales de salariés, et contre l'opinion majoritaire des Français.

Question 4

Quel rôle de l'ESS dans la construction d'une société plus fraternelle ?

Le capitalisme, par l'exacerbation des concurrences, jusqu'entre les individus supposés égoïstes, provoque chaque jour davantage une segmentation, une déstructuration de la société. Les femmes et les hommes aspirent, ici comme ailleurs, à autre chose. La fraternité est, pour nous, une visée porteuse de sens. Dans le mouvement ouvrier, de nombreuses initiatives se sont d'ailleurs données pour nom de « fraternelles ». Ce fut le cas des métallos parisiens lorsqu'ils créèrent leurs œuvres sociales. La devise de la CGT n'est-elle pas « bien-être, liberté et fraternité ».

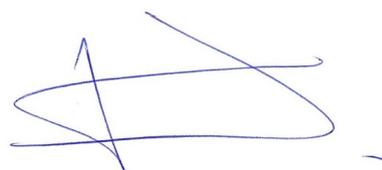
Marx évoque, à propos du capitalisme, « les eaux glacées du calcul égoïste ». Paradoxalement en ces temps d'un dérèglement climatique largement imputable à ce même capitalisme, on voudrait imposer un refroidissement de la société, une manipulation des émotions où l'autre est présenté comme l'adversaire, voire l'ennemi. Nous sommes pour les « communs » contre les replis communautaires ou les affrontements claniques.

Notre société aspire à s'ouvrir mais des forces politiques mènent avec violence des combats qui, pour être d'arrière-garde, n'en sont pas moins violents et dangereux.

Le racisme gagne sans cesse du terrain, mais une étude d'opinion vient de révéler que la proportion des Français favorables au droit de vote des étrangers aux élections locales n'a jamais été aussi importante : 67%. Les violences homophobes se multiplient, mais les revendications des personnes LGBTQ+ trouvent un écho grandissant. Les droits des femmes sont en maints domaines sur le « reculoir », mais s'affirme un peu partout dans le monde un renouveau du féminisme.

Dès lors, tout ce qui fait avancer la démocratie, l'égalité des droits, la solidarité s'inscrit pour nous dans le combat qu'ensemble nous voulons mener pour une société de l'émancipation individuelle et collective. Il est temps, pensons-nous, et c'est le sens de notre candidature à l'élection présidentielle, qu'à gauche, on relève le défi des « Jours heureux ».

Vous souhaitant bonne réception de cette contribution, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.



Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF
Député du Nord